

*L'Adresse—M. Mulroney*

bureau du premier ministre». Ces ministres qui font les fanfares à la Chambre des communes, qui sillonnent le pays pour afficher leur superbe, pleurnichent comme des écoliers quand ils doivent s'adresser à Tom Axworthy. J'imagine ce que cela pourrait donner comme conversation téléphonique: «Tom? C'est Lloyd». «Qui ça?» «C'est ton frère». «Je suis fils unique». «Tom, écoute moi, je t'en supplie, Tommy. Nous avons un problème sur les bras. Depuis que tu as jeté Fleming à la porte du cabinet pour le remplacer par ton copain Smith, il ne cesse de répandre la rogne et la grogne. Ce matin, il a dit au *Star* de Toronto que le gouvernement actuel n'est qu'un ramassis de foutaises et de tromperie». Et Tom de lui répondre: «Voyons, Lloyd, c'est absolument faux. Si tu ne me crois pas, demande-le à Keith Davey. Je dois te quitter maintenant, Lloyd. Nous avons un grave problème.» «Quel problème?» «C'est le premier ministre. Je dois le calmer cet après-midi.» «Mais quel est le problème au juste?» «Ce sont tous ses voyages qui lui ont monté à la tête». «Que veux-tu dire?» «Il veut rester». «Dieu du ciel, c'est un grave problème en effet. Grands dieux! que va dire le grand John?» «Je n'en sais rien, Lloyd. Il faudra attendre son bulletin de lundi prochain pour le savoir. C'est bien pénible. Bon, eh bien, au revoir, Lloyd, je te vois vendredi chez Winston».

Voilà, nous savons maintenant qui écrit ces discours! Nous aurons quelques commentaires à faire là-dessus.

*[Français]*

Et vu que le premier ministre est maintenant de retour, je ne pourrais pas laisser passer l'occasion de parler du projet de loi que le gouvernement fédéral a essayé de présenter, et qui aurait eu pour effet de passer les menottes à la Caisse de dépôt et placement du Québec, entravant ainsi ses activités légitimes au Québec et dans le reste du Canada. Ce bill odieux et exceptionnel aurait eu pour effet de limiter la Caisse dans son action vitale visant à faire fructifier les avoirs de trois millions de Québécois et à donner également une chance exceptionnelle à toute une couche de notre société québécoise de profiter de l'action d'un instrument aussi puissant. Lorsque la Caisse décide d'agir, d'intervenir dans des dossiers complexes et importants, elle le fait non pas en utilisant une politique de «broche à foin», mais directement, et c'est toute une classe de notre société, surtout francophone, qui profite de l'occasion d'une telle action de la part de la Caisse, et cela est important dans l'épanouissement d'un peuple. J'ai été désolé de voir que le gouvernement fédéral, avec la complicité muette de la «députation» du Québec, aurait posé un geste de nature à frustrer et à affecter de façon profondément négative toute une génération de jeunes Québécois qui, eux aussi, espèrent un meilleur sort économique non seulement pour le Québec, mais pour le Canada également. Voilà la raison pour laquelle nous nous y sommes opposés.

• (1220)

*[Traduction]*

Je voudrais traiter brièvement de l'importante question des affaires internationales. Vu que le gouvernement y a accordé beaucoup d'importance, à juste titre, dans le discours du trône, je commencerai par citer certaines observations livrées le 15 avril 1980 à la Chambre, par le très honorable député de Yellowhead (M. Clark), observations qui se trouvent à la page 27

du hansard. Je vous demande d'écouter très attentivement ce qui suit:

Les années 80 s'annoncent difficiles au chapitre des affaires internationales, madame le Président. Il ne fait aucun doute que nous traverserons une période d'instabilité régionale pratiquement constante. La situation de l'économie mondiale est précaire et on a à peine commencé à définir ce qui constitue les intentions et les options du tiers monde. En outre, et c'est malheureux, tout laisse croire que les relations entre grandes puissances se détériorent.

C'était là une observation très juste faite, il y a trois ans et demi, par le très honorable député. Je tiens à répéter, monsieur le Président, que notre parti continuera, comme il l'a toujours fait, d'encourager de son mieux toutes les démarches—notamment celles entreprises par le premier ministre—pour sauvegarder la paix dans le monde.

**Des voix: Bravo!**

**M. Mulroney:** Le 27 octobre, alors que le premier ministre prenait la parole à Guelph, je faisais moi-même une déclaration qui, chose peu étonnante, n'a pas attiré l'attention du premier ministre. Cependant, j'ai pensé que je pourrais reprendre brièvement ici quelques-unes des observations que j'ai faites ce soir-là:

Chacun d'entre nous peut faire sa part pour faire avancer la cause de la paix en reconnaissant son importance primordiale et en contribuant à sa façon, aussi modeste soit-elle, à la réalisation de cet objectif. Cela suppose au départ que l'on respecte ceux qui cherchent à obtenir le désarmement et la paix d'une façon différente—peut-être moins traditionnelle—de la nôtre.

Je partage les préoccupations de beaucoup d'entre vous ici: j'ai trois jeunes enfants et je veux qu'ils puissent grandir dans un monde délivré de la menace d'une guerre nucléaire. C'est là le plus beau cadeau que nous puissions laisser à nos enfants...

Pour convaincre l'Union soviétique qu'une réduction globale du nombre d'ogives nucléaires est possible et nécessaire si l'on veut préserver la paix dans le monde, les pays de l'Ouest doivent s'unir et faire preuve de beaucoup de bon sens.

Pour que des négociations aboutissent, il faut savoir faire preuve de souplesse et d'habileté. Il faut en outre se montrer raisonnable et objectif dans l'analyse des demandes présentées par les deux parties...

Cet engagement sincère est la seule solution possible, car l'autre option est inimaginable et inacceptable...

Notre engagement pour la paix doit toujours demeurer ferme.

Notre détermination ne doit pas être ébranlée.

Nous devons toujours croire dans une paix véritable et durable.

Ainsi, avec l'aide de Dieu, nous pourrions réussir.

La semaine dernière, nous avons présenté un programme en sept points qui va intéresser le premier ministre, je l'espère. Mais nous demandons d'autre part, étant donné l'importance vitale de la question, que le premier ministre présente à la Chambre un projet de résolution faisant l'unanimité des partis, pour renforcer sa démarche. Nous serions disposés à l'examiner immédiatement. Dans la plupart des domaines, nous parlons de position commune et d'objectifs communs. Il me semble que le premier ministre et le pays auraient tout à gagner d'un pareil débat à la Chambre des communes, qui valoriserait ses atouts dans la quête de la paix qu'il a entreprise autour du monde.

Pour ne pas se montrer difficile, tout ce que je puis dire c'est qu'une seule chose m'a déplu, et c'est quand le premier ministre est allé rendre compte de ses démarches à un banquet-collecte libéral. Si j'en parle, c'est du point de vue du droit à l'information uniquement, parce qu'il y de moins en moins de Canadiens qui savent vraiment ce qui se passe à ces banquets-collectes libéraux. C'est ici et non ailleurs que le premier ministre doit s'adresser au Canada. Je dis bien ici, à la Cham-